

Le syndrome vietnamien

Un président texan, souvent décrit comme peu sophistiqué et peu curieux des affaires internationales, envoie l'armée américaine se battre dans un pays lointain où ses prédécesseurs ont peu à peu engagé le crédit de l'Amérique. L'intervention est largement unilatérale ; elle n'est pas mandatée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Nombre des alliés proches des Etats-Unis la critiquent, en particulier la France, qui prédit une impasse. Dans le reste du monde, les opinions s'enflamment contre l'impérialisme américain. Il faut dire que le prétexte d'entrée en guerre apparaît vite avoir été, sinon inventé, du moins très exagéré. Quant à la résistance des forces locales, elle avait été sous-estimée. Le conflit s'enlise. Des bavures sanglantes ont lieu, on parle de torture et d'exécutions sommaires. L'opinion américaine se lasse ; un mouvement anti-guerre se forme. Le Congrès, qui avait d'abord accordé une confiance aveugle au président, se rebiffe et fait soudain obstacle à ses projets. Même la presse, dans un premier temps excessivement bienveillante à l'égard de l'occupant de la Maison blanche, redevient plus vigilante. Le président doit annoncer qu'il va confier la lutte aux forces locales pour pouvoir faire rentrer les *boys*.

L'Iraq ? Non, c'est bien sûr de la guerre du Vietnam qu'il s'agit. Depuis 2003, George Bush semble rejouer le rôle de Lyndon Johnson, et Jacques Chirac celui de De Gaulle. Les armes de destruction massive introuvables remplacent l'attaque imaginaire du destroyer *Maddox* dans le Golfe du Tonkin par les Nord-Vietnamiens (4 août 1964) – le prétexte dont se sert Johnson pour obtenir un chèque en blanc du Congrès¹. Le scandale des prisons d'Abu Ghraib rappelle la bavure de My Lai, ce hameau vietnamien où l'armée américaine massacre des centaines de femmes et d'enfants le 16 mars 1968. Enfin la fameuse "iraquisation" que Bush tente de mettre en œuvre, c'est-à-dire le remplacement des *GIs* par des forces de sécurité locales, rappelle la stratégie de "vietnamisation" de la guerre suivie par Richard Nixon, le successeur de Johnson, et son conseiller Henry Kissinger. Cette politique permet de ramener les troupes de 550 000 soldats en 1968 à 230 000 en 1970, puis à quelques dizaines de milliers seulement en 1972, et ce jusqu'aux accords de Paris qui mettent fin à la guerre (27 janvier 1973).

Les ressemblances ne s'arrêtent pourtant pas à ces éléments factuels. Dans les deux cas, l'approche américaine des réalités locales se révèle trop théorique et trop ethnocentrique. L'Amérique se bat pour des abstractions : dans le cas du Vietnam, la théorie des dominos postule que le basculement dans le bloc communiste d'un seul régime d'Asie du Sud-Est entraînerait tous les autres. A cette aune, chaque pays représente donc un intérêt vital pour elle. Dans le cas de l'Iraq, c'est en quelque sorte la même théorie de dominos, mais cette fois dans un sens positif : l'accession de l'Iraq à la démocratie déclencherait une vague de libéralisation de tous les régimes du Moyen-Orient.

Seulement, dans les deux cas, les Américains sous-estiment le nationalisme et la volonté d'indépendance des populations locales qui ne voient pas le monde à travers la grille politique et morale de Washington. L'ignorance des complexités anthropologiques des

¹ Sur les réactions américaines à la guerre du Vietnam, voir la synthèse de Jacques Portes, *Les Américains et la guerre du Vietnam*, Paris, Complexe, 1993.

sociétés vietnamienne et iraquienne conduit à renforcer le phénomène de cercle vicieux qui veut que la lutte armée contre l'insurrection contribue à dresser les populations contre l'occupant américain. "*Nous avons dû détruire ce village pour pouvoir le sauver*", explique un colonel américain après l'attaque de Ben Tre en 1968 – une phrase qui semble pouvoir s'appliquer au dilemme iraquien, notamment pour la zone du "triangle sunnite" autour de Bagdad. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'un livre comme *Gulliver empêtré*, paru aux Etats-Unis en 1968, et dans lequel Stanley Hoffmann décrit et tente d'expliquer les contradictions de l'action extérieure des Etats-Unis au Vietnam, paraisse si contemporain aux observateurs de l'Iraq. Il y stigmatise notamment l'ignorance du poids du passé, la prégnance de la pensée experte (ou "pensée de l'ingénieur", tendant à formaliser à l'excès la complexité des comportements culturels et politiques étrangers) qui conduit à un optimisme excessif sur les capacités de l'Amérique à changer le monde, l'illusion de la nécessité du consensus (une fois que les quelques "méchants" ont été écartés, l'harmonie serait censée régner spontanément), et d'autres travers que l'on retrouve dans l'approche américaine à quarante années d'intervalle.²

On le voit : les points communs sont si nombreux entre la guerre du Vietnam et l'actuel conflit iraquien que celui-ci lui ressemble bien davantage qu'à la guerre du Golfe de 1990-1991, laquelle a été conduite par le père de George W. Bush dans la hantise de l'enlèvement vietnamien et comme son exact contrepoint sur les plans militaire et politique. Avec l'opération de libération du Koweït, il s'agissait bien, pour George Bush père, d'exorciser le "syndrome vietnamien" qui tourmentait encore l'Amérique, de démontrer que les Etats-Unis pouvaient intervenir militairement à l'étranger sans tomber dans l'enlèvement. Pour cela, il avait employé de gros moyens : la formation d'une vaste coalition internationale composée notamment de tous les alliés européens et arabes traditionnels de l'Amérique ; un mandat du Conseil de sécurité en bonne et due forme ; et surtout l'envoi d'une force massive, comparable en taille à celle envoyée au Vietnam en 1968 (500 000 hommes), suivie d'une action militaire rapide en évitant soigneusement toute occupation de l'Iraq. Celle-ci, calculait-il, aurait outrepassé le mandat donné par le Conseil de sécurité, soulevé la colère au Moyen Orient et forcé les GI's à gouverner un pays hostile pendant de longues années, provoquant la réprobation de l'opinion publique américaine³.

Ce sont précisément toutes ces leçons que George Bush fils ignore en 2003 . Le nombre de soldats envoyés est notoirement insuffisant pour la phase d'occupation, elle-même très mal planifiée ; la résistance des forces ennemies est sous-estimée dans son intensité comme dans ses formes (attentats suicide, attaques de civils et enlèvements, explosifs antichars artisanaux, etc.). A l'inverse, le soutien de la population à l'occupant est surestimé et le président n'a pas de stratégie de retrait ("exit strategy"). En d'autres termes, les soldats américains réussissent seulement à maintenir à un niveau supportable le chaos que leur présence contribue à alimenter, mais ils ne peuvent faire mieux. Sur le plan international enfin, la guerre provoque une vague d'antiaméricanisme sans précédent – mis à part celui des années 1960 – et ce dans toutes les régions du monde. Bref, la situation ressemble fort au bourbier vietnamien.

Et pourtant, on le sait, comparaison n'est pas raison, et il convient de souligner que les différences entre les conflits du Vietnam et d'Iraq tendent à l'emporter sur les ressemblances.

D'abord, l'environnement géopolitique des deux guerres est radicalement différent. En juillet 1954 sont signés, entre autres par la France, les accords de Genève, qui consacrent

² Stanley Hoffmann, *Gulliver empêtré – Essai sur la politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Seuil, 1971.

³ Cf. George H. W. Bush, Brent Scowcroft, *A la Maison Blanche : quatre ans pour changer le monde*, Paris, Odile Jacob, 1999.

l'indépendance de l'Indochine et reconnaissent l'existence provisoire de deux Vietnam : le régime communiste dirigé depuis Hanoi par Ho Chi Minh au Nord, et le régime pro-occidental dirigé depuis Saïgon au Sud. Le processus de réunification par élections libres prévu par les accords étant saboté des deux côtés, le Sud se tourne de plus en plus vers les Etats-Unis pour faire face à la subversion communiste intérieure (bientôt baptisée Vietcong) organisée et soutenue par le régime de Hanoi depuis le Nord de la péninsule.

C'est bientôt l'escalade : Washington craint qu'une victoire des communistes ne s'étende à la région et envoie des conseillers militaires, puis des soldats, puis le contingent pour soutenir le Sud. Si les Etats-Unis décident de bombarder le Nord Vietnam dès 1965, de façon très ciblée, ils ne peuvent cependant l'envahir, car cela déclencherait une réaction de la Chine et de l'URSS qui soutiennent activement Ho Chi Minh et le Vietcong. Autrement dit, l'Amérique mène une guerre limitée, aux ennemis multiples (la guérilla intérieure, le régime du Nord, et indirectement les pays communistes), et dont les buts sont purement défensifs : il s'agit essentiellement de "tenir" face à la subversion communiste et de décourager le Vietnam du Nord d'intervenir – une stratégie frustrante, qui peut difficilement conduire à la victoire.

En 2003 à l'inverse, l'administration Bush intervient en Iraq par choix, pour bouleverser un *statu quo* qu'elle juge néfaste dans le cadre de la guerre contre le terrorisme lancée depuis les attentats du 11 septembre 2001. George W. Bush veut bouleverser la donne politique au Moyen Orient, retirer ses troupes d'Arabie saoudite (qu'elles protègent, mais au prix de violentes critiques des islamistes), faire chuter le tyran Saddam Hussein censé détenir et surtout préparer des armes de destruction massive tout en soutenant le terrorisme.

Après une invasion facile, l'armée américaine doit faire face à un ennemi militairement moins puissant que le Vietcong, qui ne constitue pas à proprement parler une guérilla (il ne combat presque jamais les troupes américaines directement dans des embuscades, par exemple, et doit se contenter d'attentats et d'enlèvements), et ne dispose ni d'un sanctuaire au Nord, ni d'un soutien matériel et militaire massif par des puissances étrangères dans un contexte de guerre froide⁴. Certes, la composante islamiste des rebelles iraqiens bénéficie de l'apport de quelques combattants étrangers passés par l'Arabie saoudite et la Syrie ; et les milices shiïtes, pour leur part, sont soutenues par l'Iran. Si les GI's doivent, comme au Vietnam, conquérir avant tout "les cœurs et les esprits" iraqiens, et lutter contre un ennemi qui se fond dans la population, on est cependant bien loin de la situation vietnamienne où une véritable alternative politique, idéologiquement puissante (un mélange d'anti-colonialisme et de communisme) était offerte par le VietCong. En outre, les divisions ethniques et religieuses de la société iraqienne apparaissent plus profondes encore que les oppositions politiques du Vietnam, et c'est davantage le chaos et la guerre civile qui menacent en Iraq, plutôt que la prise de pouvoir par l'ennemi comme au Vietnam. Dernière différence, les troupes américaines, même si elles ne sont pas assez nombreuses, sont probablement plus efficaces en Iraq qu'elles ne l'étaient au Vietnam, car elles sont mieux entraînées, mieux équipées et composées de volontaires et de réservistes plutôt que de conscrits.

Toutes ces différences ne garantissent cependant pas un succès ultime des Etats-Unis, et il paraît évident, trois ans après l'invasion, qu'il faudra une présence et un soutien américain bien plus prolongés qu'au Vietnam pour que prévalent la stabilité et la démocratie. Après tout, si les Américains étaient restés au Vietnam comme ils l'ont fait en Corée du Sud après 1953 (certes en l'absence de guérilla), il y a fort à parier que le Sud Vietnam existerait encore. Toute la question est donc de savoir si l'opinion publique américaine permettra le maintien de la présence et de l'assistance américaines en Iraq.

⁴ Cf. Frederick Kagan, "Iraq Is Not Vietnam", *Policy Review*, décembre 2005 – janvier 2006.

Or, là encore, la comparaison avec le Vietnam n'apparaît pas encourageante, du moins à première vue. En effet, dans les trois conflits longs que l'Amérique a connus depuis 1945 – la guerre de Corée, celle du Vietnam et la récente guerre d'Iraq, les seuls à avoir occasionné plus de 300 morts côté américain – l'opinion publique a connu la même évolution : une phase d'enthousiasme et de soutien suivie d'une érosion inversement proportionnelle au nombre de victimes américaines. Seulement, au temps du Vietnam, l'opinion américaine n'a basculé que tardivement, au moment de l'offensive du Têt (fin janvier 1968), lorsque le cap des 20 000 soldats morts a été franchi. Dans le cas de l'Iraq, c'est dès le premier semestre 2005 qu'une majorité d'Américains a déclaré que la guerre avait été une erreur – et le nombre de soldats tués n'était à ce moment que de 1 500⁵. Ce n'est pas là qu'une question d'aversion plus grande qu'auparavant aux pertes : c'est plutôt le reflet de la perception par l'opinion que les enjeux sont moins importants dans le cas de l'Iraq que de la Corée ou du Vietnam, une fois dévoilée l'inexistence des armes de destruction massive et du soutien au terrorisme par Saddam Hussein.

Mais à y regarder de plus près, le parallèle avec les réactions populaires à la guerre du Vietnam souffre de si fortes exceptions qu'il apparaît finalement davantage comme un trompe-l'œil qu'un modèle. Trois différences majeures empêchent en effet de tirer des leçons contemporaines de la contestation des années 1960 et 1970 : le contexte politique et social, la suspension du service militaire, enfin l'évolution des rapports entre armée et nation aux Etats-Unis.

Si l'Amérique est apparue si profondément divisée au sujet du Vietnam dans les années 1960, c'est que la contestation de la guerre est venue catalyser et renforcer une effervescence sociale préexistante qui ne connaît pas d'équivalent dans les années 2000. Il faut en effet remettre la fronde anti-guerre en perspective : la société américaine se déchire d'abord autour de la question des droits civiques des Noirs au début des années 1960. Des étudiants blancs, notamment venus du Nord, empruntent les bus réservés aux Noirs dans le Sud pour faire advenir la déségrégation et aident les Noirs à s'inscrire sur les listes électorales ; la grande manifestation pour les droits civiques à Washington, au cours de laquelle Martin Luther King prononce son célèbre discours "I have a dream", a lieu en août 1963, peu avant l'assassinat de John Kennedy. Des échauffourées raciales puis des émeutes urbaines éclatent dans plusieurs Etats. Puis c'est au tour des étudiants de manifester pour la liberté d'expression ("free speech movement") et la "démocratie participative". Sur ces entrefaites commence la mobilisation contre la guerre du Vietnam qui fournit un point de ralliement de tous les contestataires.

Derrière cette agitation qui rayonne depuis les campus des universités, on trouve un phénomène démographique : l'accession de la génération du baby-boom à l'université, c'est-à-dire la naissance d'une immense classe étudiante, plus mobilisée politiquement qu'auparavant, qui remet en question la société construite par ses aînés, au son des chansons de Joan Baez ou Bob Dylan. On trouve aussi un phénomène médiatique : la diffusion de la guerre à la télévision – ou du moins d'images choquantes qui soulèvent l'indignation de l'opinion publique, ainsi l'exécution sommaire d'un Vietcong par le chef de la police de Saïgon d'une balle à bout portant en 1968.

Dans le cas de l'Iraq, la situation est différente sur tous ces fronts. D'abord, la population américaine est soudée par les attentats du 11 septembre, qui font longtemps sentir leur effet unificateur. La presse, notamment, tend à laisser le bénéfice du doute à l'administration Bush et cette dernière contrôle autant qu'elle le peut les images propres à choquer l'opinion (interdiction de filmer le retour des cercueils de soldats morts, par

⁵ John Mueller, "The Iraq Syndrome", *Foreign Affairs*, novembre – décembre 2005. Le nombre d'Américains déclarant que la guerre avait été une erreur est occasionnellement redescendu en dessous de la barre des 50% en 2005, pour quelques semaines à chaque fois. Pendant la guerre du Golfe, il n'avait jamais dépassé 30%.

exemple). Ensuite, la contestation ne bénéficie d'aucune agitation sociale ou universitaire préexistante, et se développe dès avant la guerre. De fait, elle est plus active et plus impressionnante avant l'invasion qu'après (des centaines de milliers de personnes manifestent aux Etats-Unis en janvier et février 2003). Cette contestation ne prend un visage humain qu'à l'été 2005 avec l'attention médiatique qu'obtient Cindy Sheehan, la mère d'un soldat tué en Iraq devenue militante anti-guerre, qui décide de camper devant l'entrée du ranch où George W. Bush passe ses vacances, afin obtenir un entretien avec le président. "Camp Casey", du nom de son fils, devient pendant plusieurs semaines un abcès de fixation pour l'administration Bush. Mais cette opposition reste très polarisée politiquement et peine à mordre sur l'électorat républicain qui continue à soutenir le président.

Ceci s'explique notamment par une seconde raison : la suspension de la conscription en 1973. Si le mouvement anti-guerre au temps du Vietnam a tant agité l'opinion, notamment les étudiants, c'est que les jeunes hommes risquaient fort d'être tirés au sort pour aller se battre. La question politique se doublait alors d'un enjeu existentiel, et si seuls 8% de la classe d'âge concernée a finalement connu le Vietnam, on estime à 60% la proportion de ceux qui ont pris des dispositions pour éviter de partir, allant d'une prolongation des études jusqu'à l'insoumission et le refuge au Canada (pour 20 000 d'entre eux)⁶. Pour l'Iraq à partir de 2003, nul mécanisme de ce type n'est venu alimenter l'opposition à la guerre, puisque l'armée est toute entière composée de volontaires enrôlés, et si l'on a vu le recrutement chuter, les désertions ont été peu nombreuses.

Ce qui nous conduit à une troisième et dernière différence. Au fond, en l'absence de conscription mais aussi de privations pour la population (George Bush ayant assuré aux Américains, largement à crédit, le beurre – sous forme de réductions d'impôts – et les canons), la guerre d'Iraq depuis 2003 n'a pas touché l'opinion publique américaine en profondeur, du fait de la séparation progressive des sociétés civile et militaire. Certes, dans le Sud des Etats-Unis, où les familles de militaires sont proportionnellement plus nombreuses qu'ailleurs, de même que dans les villes de garnison, la guerre n'est pas passée inaperçue... mais c'est précisément là qu'elle est le moins contestée, dans la mesure où les militaires, en particulier les officiers (à 80%) tendent à voter républicain. A l'inverse, dans les grandes villes, là où la société militaire est moins présente, l'Iraq reste finalement une réalité lointaine, qui se résume à son reflet dans les médias. Le million de militaires qui ont participé aux opérations en Afghanistan ou en Iraq (ou les deux) de 2001 jusqu'en 2005, ainsi que leurs familles, représentent moins de 2% d'une population d'environ 300 millions d'Américains. Finalement, les coupures les plus importantes qui traversent la société américaine ne séparent pas les "faucons" (pro-guerre) des "colombes" (anti-guerre), comme au temps du Vietnam, mais plutôt la société civile de la société militaire, et les démocrates les plus militants des républicains les plus militants.

Si le mouvement anti-guerre est donc comparativement plus limité dans le cas de l'Iraq que dans le cas du Vietnam, et ne représente pas une force déterminante dans l'équation politique, cela ne signifie pas pour autant que la société américaine tolérera un engagement illimité en Iraq. Le rejet de l'intervention est moins virulent qu'à la fin des années 1960 et déclenche moins de passions, mais il est bel et bien présent. La belle unanimité de l'après-11 septembre s'est évanouie pour de bon, et le président voit se dresser peu à peu contre lui les habituels "freins et contrepoids" traditionnels de la société politique américaine (Congrès, presse, opposition, etc.). George W. Bush l'a d'ailleurs bien compris, qui a annoncé une réduction des effectifs américains au-dessous du seuil de 100 000 soldats pour l'automne 2006, c'est-à-dire le moment des élections de mi-mandat... Et l'on retrouve finalement l'un des

⁶ Jacques Portes, *op. cit.*, p. 169.

dilemmes de la guerre du Vietnam : il faut "iraquiser" le conflit suffisamment vite pour faire rentrer les *boys* et ainsi satisfaire l'opinion, mais il faut aussi maintenir une présence suffisamment forte pour éviter de répéter la tragédie de 1975 : la "vietnamisation" du conflit avait laissé le Sud Vietnam trop vulnérable, et celui-ci a fini par tomber aux mains du Nord communiste. La perte de prestige pour les Etats-Unis avait été sérieuse, et avait enhardi l'URSS et ses alliés, conduisant le monde vers une nouvelle guerre froide au début des années 1980. Un Iraq qui tomberait sous la coupe de l'Iran ou, pire, d'Al Qaeda, n'annoncerait rien de bon pour la région ni pour le monde.

Justin Vaïsse, agrégé et docteur en histoire, enseigne à l'Institut d'Etudes politiques de Paris. Il est actuellement détaché au Centre d'Analyse et de Prévision du ministère des Affaires étrangères. Il s'exprime en son nom propre.

Brève bibliographie complémentaire

En français

Jean Cazemajou, Jean-Michel Lacroix (sous la direction de), *La guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine 1961-1973*, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1991.

Laurent Cesari, *L'Indochine en guerres, 1945-1993*, Belin, 2000.

Christopher Gosha, Maurice Vaïsse, *La guerre du Vietnam et l'Europe 1963-1973*, Bruylant, 2003.

Jacques Portes, *Les Américains et la guerre du Vietnam*, Complexe, 1993.

En anglais

George Herring, *America's Longest War: The United States and Vietnam, 1950-1975*, McGraw-Hill 2001 (4^e édition).

Fredrik Logevall, *Choosing War : The Lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam*, University of California Press, 1999.

Charles DeBenedetti, *An American Ordeal: The Antiwar Movement of the Vietnam Era*, Syracuse University Press, 1990.